

Compte rendu de la réunion du 21 septembre 2017 14h00 – Petit Poitou – Chaillé les Marais

Etaient présents :

- | | |
|---|-------------------------------------|
| - Arnaud Charpentier – SMVSA et CD85 | - Pierre Jourdan – BE SAFER |
| - Stéphane Boulard – SMVSA | - Edouard Coulon – SAFER |
| - Joël Legeron – Mairie Ile d'Elle | - Guy Angibaud – ASA l'Ile d'Elle |
| - Claude Roy – CD85 | - Joseph Martineau – ASA la Taillée |
| - Aurélie Soulard – CD85 | - Pascal Jacquet – ASA l'Ile d'Elle |
| - Anne Boutella – Fédération des Marais | - Serge Gelot – ASA la Taillée |
| - Fabrice ENON – SMVSA | |

Etait Excusé – - Nadine Pelon (Chambre d'agriculture 85) Aline Mauger (SAFER) Michel Porcheron (Mairie la Taillée)

1 – Contexte de la réunion.

Suite à la réunion du 08-09-2017, Il avait été demandé au BE SAFER d'effectuer une approche de la faisabilité d'un aménagement foncier sur les deux ASA en vérifiant :

- La justification de l'aménagement foncier et son périmètre
- Le coût de l'opération
- Les délais de procédures minimums

Une analyse comparée avec d'autres approches doit également être effectuée, notamment au regard de la convention qui lie le SMVSA à la SAFER.

La SAFER présente le document distribué en séance et joint au compte rendu.

2 – Discussions autour de la présentation du BE SAFER

2.1 Justification juridique

Un aménagement foncier doit être soumis à évaluation environnementale. Le projet entre effectivement dans certaines rubriques de l'annexe R 122.2 du code de l'environnement, mais le BE SAFER estime que d'autres paramètres entrent en ligne de compte. Le projet, ne provoquant pas d'allongement de parcours ou d'effet de coupures, il pourrait être assimilé à un élargissement routier. De son retour d'expérience il n'a pas vu d'aménagement foncier prescrit pour ce type d'opération.

L'approche étant peu conclusive, il est demandé que le SMVSA consulte la DDTM sur ce point.

Avec ou sans aménagement foncier, une DUP est nécessaire à l'expropriation.

La procédure d'aménagement foncier est déclenchée, sur la base d'une DUP par le maître d'ouvrage qui saisit le Département. La réalisation d'une DUP est donc un préalable.

2.2 La Maîtrise d'ouvrage

Le SMVSA rappelle que le projet avait été lancé avant le décret digue et avant la mise en place de la GEMAPI. Pour qu'une collectivité prenne en charge une digue, elle doit préalablement être intégrée au système de défense de l'EPCI. Pour que les travaux sur une digue soient financés, il faut également que cette digue soit classée et inscrite dans un périmètre couvert par un PPRI.

Concomitamment à la DUP, le maître d'ouvrage devra lancer une étude de danger et solliciter le classement de digue.

Si sur la partie Vendéenne, le SMVSA, en accord avec l'ASA, a légitimité à porter ces études, sur le périmètre Charentais, c'est la Communauté de Commune Aunis Atlantique qui portera la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018. Le SMVSA n'étant compétent que sur une partie du territoire, la CC Aunis Atlantique devra se positionner avant lancement du projet dans sa globalité, sauf à le scinder en deux.

La structuration des maîtrises d'ouvrages sera un préalable au projet.

2.3 Périmètre d'étude

Après justification du périmètre perturbé, l'aménagement foncier porte au minimum sur 20 fois la surface de la réserve foncière à constituer, soit 1000ha. Pour effectuer un aménagement foncier sur l'ensemble du périmètre des deux ASA (Calcul SAFER 2 800ha), un périmètre complémentaire de 1800ha doit être proposé sous réserve qu'il soit cohérent avec le périmètre perturbé. Pour des besoins de cohérence de l'aménagement, le L123-24 en laisse la possibilité au Conseil Départemental. Il s'agit là d'une possibilité et non d'une obligation, ce complément étant à charge du Département.

2.4 Travaux Connexes

La SAFER indique qu'il y a lieu de ne pas négliger les travaux connexes en raison du maillage hydraulique, des voiries et des drainages. Les ASA estiment qu'ils seront très limités et ce d'autant que la majorité des drainages sont collectifs.

2.5 Délais

- Organisation de la Maîtrise d'ouvrage : 6 mois à 1 an – 2017-2018
- Obtention de la DUP : 2 ans – 2018-2020
- Saisie du CD85 par le MOA au déclenchement de l'aménagement foncier : 1.5 à 2 ans – 2020-2022
- Procédure d'aménagement foncier : 2 ans (voire 3 si recours) – 2022-2024

Il est néanmoins possible de solliciter une prise de possession anticipée des parcelles. Au mieux le SMVSA pourrait initier les travaux en 2023. En considérant une demande de financement dans le délai du PAPI en 2021 et en considérant la durée de validité des accords de financements, le projet serait juste dans les délais, mais aucun retard ne doit être observé.

2.6 Aspects financiers

La SAFER indique que la proposition des ASA de céder gracieusement les terres n'est pas légale. Une indemnisation des exploitants (éviction) est calculée sur les bases Chambre d'Agriculture et le foncier sur la base de l'évaluation des domaines.

Le coût de l'aménagement foncier est estimé à 340€/ha (dont 40 d'études) hors travaux connexes. Après renseignement, l'ASA de l'Île d'Elle estime qu'ils peuvent être réduits à 220€/Ha.

- Coût de l'aménagement foncier : 620 000 à 950 000€
- Acquisition foncière + éviction : 400 000 à 500 000
- Travaux connexes – A charge des ASA

Le coût global de l'opération hors travaux connexes est estimé entre 1 et 1.5 millions d'euros.
Le budget inscrit au PAPI est de 450 000€ financé à 55%.

Sans subvention supplémentaires, le projet est difficilement acceptable. Il est donc suggéré de se rapprocher des financeurs potentiellement intéressés par la restauration des corridors écologiques, à savoir l'EPMP (PITE) et l'Agence de l'Eau.

3 – En conclusion

M. Charpentier regrette que les alternatives à l'aménagement foncier ne soient pas présentées. Le BE SAFER explique qu'il reste la négociation amiable, l'expropriation après DUP ou des solutions combinées. Les ASA expriment ne pas croire dans les solutions amiables.

Il est donc proposé de se rapprocher des acteurs de Charente Maritime pour savoir s'il peut rapidement se dégager une maîtrise d'ouvrages.

Dans le cas d'une réponse favorable, le SMVSA

- sollicitera les financements pour lancement dans les meilleurs délais de la DUP dès la prescription du PPRI.
- Se rapprochera des partenaires financiers